

Informations

Comité Régional CGT Midi-Pyrénées



**Une région
CGT**

**dynamique,
offensive
moderne !!!**

**Pour entrer dans
le 3^e millénaire**

Sommaire

N° 126 - DÉCEMBRE 1999

Bourse du Travail
19, Place Saint Sernin
BP 7094
31070 Toulouse Cedex 7

Prix : 1 franc

n° d'inscription à la CP 579 D 73

Imprimerie du Comité Régional

Directrice de publication :

Martine BERNARD

05 61 23 35 52 fax 05 61 21 06 67

CGT.CRMidi-Pyrenees@wanadoo.fr

■ Vos luttes dans la région	p. 2
■ Edito	Bonne année 2000 pour les luttes, les succès p. 3
■ Syndicalisme	Conférence régionale : c'est parti p. 4
■ Dossier	Haute-Garonne : urgence emploi p. 5
	Gers : développement économique et ruralité p. 6
	p. 7
■ Informaticiens	Attention : un bogue peut en cacher un autre... p. 8
■ Cesr	Avis sur les orientations budgétaires 2000 p. 9
■ Brèves	p. 10
	p. 11

Vos luttes dans la région

Bouyer

Succès des salariés !

Nous subissons depuis des années le harcèlement moral et psychique de la part de notre directeur. Son attitude est indescriptible, il vocifère, il humilie... pendant des heures... Ce que nous vivons est horrible. Dans le cadre de la cession de l'entreprise, il veut la racheter, mais nous, on se bat, surtout les femmes pour qu'il ne la rachète pas... ! Ainsi s'exprimait Brigitte, déléguée syndicale CGT aux Ets Bouyer, entreprise de sonorisation de Montauban, au colloque Femmes et Syndicalisme, organisé par le Comité régional CGT et l'Institut d'Histoire CGT Midi-Pyrénées.

Fin novembre, la grève débute massivement, à l'appel de toutes les organisations syndicales, contre le harcèlement moral essentiellement.

Après dix jours de grève totale, de multiples initiatives un soutien de la population, un écho médiatique au plan national, les salariés dont une majorité de femmes obtenaient satisfaction.

- Le directeur a été démis de ses fonctions,
- Les jours de grève payés.

Les salariées sont plus fortes pour poursuivre l'action pour garantir leur emploi dans le cadre de la vente de leur entreprise. ■

Ils, elles luttent !

Depuis le 4 octobre 1999, et la préparation du 24 et du 30 novembre, des luttes multiples se sont déroulées dans les entreprises de notre région, le plus souvent c'est la mise en oeuvre de la RTT qui est au centre des préoccupations des salariés pour qu'elle soit réellement un progrès social pour tous !

Citons la lutte des informaticiens à Toulouse (voir article page 9), dans les banques, aux urgences du CHU, à

l'Alstom, Soulé, France Alpha, les électriciens et gaziers pour s'opposer à la directive européenne ouvrant à la concurrence le service public du gaz, dans les PTT en Ariège ou dans le Gers.

Citons enfin la grève massivement suivie des personnels de France Telecom le 14 décembre à l'appel de l'ensemble de leurs organisations syn-

35 heures

Action nationale inter-professionnelle du 30.11.99

La journée d'action à l'appel de la CGT a connu une participation plus importante dans un certain nombre de départements, ainsi dans le Tarn, plusieurs arrêts de travail et 800 manifestants, dans les Hautes-Pyrénées 4000 salariés ont participé aux 27 arrêts de travail qu'a recensé l'UD, 1800 étaient présents à la manifestation à Tarbes, dans le Lot 400 salariés de chez Ratier ont cessé le travail une heure, à l'appel CGT/CFDT.

Dans la région, les manifestations ont rassemblé :

Foix	300
Rodez-Millau-Decazeville	120
Toulouse	1000
Auch	50
Cahors-Figeac-Biars	90
Tarbes	1800
Albi	800
Montauban	40

Fermeture du commissariat et plan social chez Soulé Un millier de personnes pour que vive Bagnères

Un millier de manifestants sont venus protester contre la fermeture du commissariat bagnérais et les licenciements chez Soulé, mais aussi pour défendre leur « droit de vivre » dans la vallée.

dicales pour la première fois depuis longtemps.

Les privés d'emploi avec les comités de chômeurs se mobilisent à Toulouse, Cahors, Montauban...

Toutes ces luttes témoignent d'une évolution du climat revendicatif importante, intéressante qui donne confiance, pour de nouvelles étapes de luttes et de rassemblement des salariés à venir ! ■

■ Bonne année 2000 pour les luttes, les succès !!!



Roger-Pierre Lamouzy
Secrétaire général UD 81

Les médias et la société de consommation nous saoulent avec le passage à l'an 2000, comme si c'était un événement capital qui allait transformer notre existence.

Le 31 décembre 1999, quand le douzième coup de minuit retentira, nous rentrerons dans le 21^{ème} siècle.

Avec le même nombre de chômeurs, précaire, d'exclus et en même temps, sans perdre une seule seconde, les boursicoteurs gonfleront encore plus leurs deniers.

C'est une conséquence de cette société capitaliste basée uniquement sur une financiarisation accrue au détriment de l'être humain.

La fin du siècle a mis l'accent sur la criminalisation de l'action syndicale. Après Beurrier, Hoareau, maintenant, c'est le tour de trois militants de la CGT d'Aérospatiale, dont Georges Daout du syndicat de Toulouse. C'est inacceptable !

La fin de ce siècle intervient dans un climat revendicatif en hausse. De jour en jour, de nombreuses professions, entreprises, sont en lutte : transport, douanes, pompiers, banques, PTT, Télécom, VOA, hôpitaux, audiovisuel, commerce, impôts, privés d'emploi, etc.

Sans oublier la conférence de l'OMC à Seattle grâce à la forte mobilisation internationale, les trusts des multinationales ont été en recul.

La loi sur la RTT a été votée, avec des aspects positifs (contrôle des fonds publics, accord majoritaire) mais d'autres points sont insuffisants voire dangereux : travail effectif, salariés itinérants, exclus, le contrat d'intermittent mis en place, la fonction publique écartée, etc.

Depuis plusieurs mois, la CGT s'est efforcée de créer les meilleures conditions, favorisant les mobilisations unitaires. Des rassemblements départementaux ont eu

lieu (30 nov. et 4 oct.) dans toute la France, représentant des milliers de salarié-es exigeant de prendre en compte leurs aspirations.

En Midi-Pyrénées, d'importants rassemblements ont eu lieu à Tarbes, Foix, Toulouse, Auch, Montauban, Cahors, Albi, Rodez. Nous regrettons que les parlementaires n'aient pas apprécié l'exigence exprimée par ces luttes pour une RTT de conquête sociale.

Dès à présent, dans nos départements avec les salariées du secteur privé, public, nous devons gagner dans chaque branche professionnelle, chaque entreprise une mise en place de la RTT conforme aux aspirations des salariés et créatrice d'emplois durables.

Durant l'an 2000 des dossiers importants vont être débattus : protection sociale, retraites, etc. L'enjeu est donc à partir des revendications des salariés de porter haut et fort ces dossiers qui vont être déterminants pour l'avenir.

Déjà nous pouvons dire avec la montée en puissance des luttes que l'an 2000 va être une année de luttes et porteuse d'espoir pour de nouveaux acquis.

Les premiers jours du 21^{ème} siècle, des assemblées générales de syndicats doivent se tenir avec la remise du FNI 2000.

L'an 2000 pour les Unions départementales de Midi-Pyrénées sera un moment fort avec la Conférence régionale qui se déroulera à Montauban les 25 et 26 mai 2000.

Nous sommes dans la phase préparatoire de la Conférence avec le 4 pages qui va permettre des débats en lien avec les syndiqués et nos structures. Bien entendu, ceci va nous aider à amplifier la mobilisation.

L'entrée dans l'aire dans le troisième millénaire va être porteuse de luttes ! la CGT sera au rendez-vous.

Le Comité régional souhaite aux syndiqué-es CGT et à leurs familles les meilleurs vœux de lutte pour l'année 2000.

20 décembre 1999

■ 8^{ème} conférence : c'est parti !

En effet, le 19 novembre, plus de 60 camarades membres des Bureaux d'UD, Secrétaires régionaux de profession, élus et mandatés régionaux étaient réunis avec le Comité régional CGT pour lancer la préparation de la Conférence régionale qui aura lieu les **25 et 26 mai 2000** à Montauban.

Le débat s'ouvre donc, il doit s'élargir au cours du mois de janvier, février afin de confronter les opinions, idées, expériences de chacune, chacun, pour construire ensemble des pistes, des propositions qui nous permettent de mieux prendre en compte la dimension régionale dans notre activité syndicale, notre démarche revendicative à l'entreprise. Cet échange avec les CE d'UD, les professions, les syndicats, servira de base à l'élaboration d'un document soumis à la réflexion de la Conférence régionale.

Déjà, ce premier échange a permis de mieux connaître : le travail de coopérations engagé entre les UD et les professions, notamment la métallurgie, l'agro-alimentaire, l'enjeu des services publics : la tentative d'opposer ceux en milieu urbain, à ceux en milieu rural.

L'importance croissante de la dimension régionale au plan économique, comme au plan politique, la nécessité d'agir pour d'autres choix que l'accompagnement

des politiques d'abandons nationaux tel que dans le secteur défense nationale ont été mises en avant. Le lien défense de l'emploi et territorialité, nous conduisent à mieux porter et développer notre conception d'un syndicalisme de proximité.

Les convergences et solidarités des luttes qui se construisent en Midi-Pyrénées au plan local : comment élargir ces notions, et mieux travailler le lien de la métropole régionale avec le reste de la région autrement que dans la mise en concurrence ?

Les transports, l'énergie, notre activité au CESR ce qu'ont permis les réunions dé-centralisées du CESR dans le cadre de la préparation du Contrat de plan Etat/Région ont été abordées. Et puis c'est aussi le besoin de débattre de la dimension régionale des enjeux afin de la faire mieux por-

ter dans les préoccupations des syndicats.

On le voit, c'est une foule de questions qui a été débattue et qui, si nous créons l'impulsion nécessaire, nous promet un riche débat ! ■

Martine BERNARD
Secrétaire régionale

Cgt Midi-Pyr
MIDI-PYRÉNÉES

8^e conférence régionale

On la prépare ensemble !?

Un Comité régional CGT Midi-Pyrénées vient d'être élu par le Congrès 2000 sous les auspices bénévoles des militants locaux et régionaux. Le Comité régional CGT Midi-Pyrénées est composé de 12 sections régionales et de 120 sections locales. Le Comité régional CGT Midi-Pyrénées est le représentant de la CGT dans la région. Le Comité régional CGT Midi-Pyrénées est le représentant de la CGT dans la région. Le Comité régional CGT Midi-Pyrénées est le représentant de la CGT dans la région.

Midi-Pyrénées en chiffres

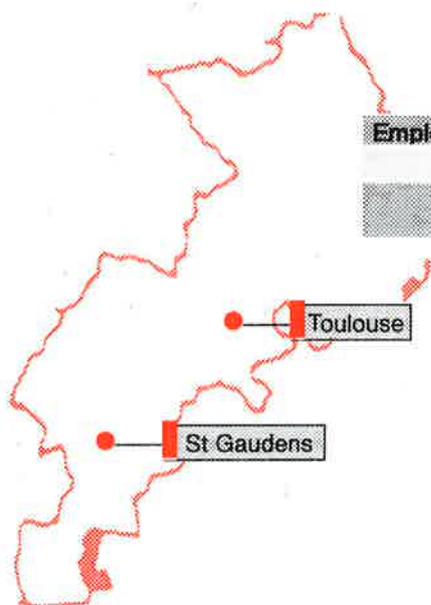
- Population : 2 500 000 habitants (4,5 % de la population française)
- Emploi salarié : 713 700
- Industrie : 160 440
- Services : 167 300
- Principaux secteurs d'activité :
 - Industrie : 142 900
 - Automobile : 30 583
 - Agroalimentaire : 21 000
 - Textile : 10 000
 - Chimie : 10 000
 - Services : 144 800
 - Commerce : 294 400

La CGT Midi-Pyrénées en chiffres

- Statut adhérents : 30 641
- Adhérents : 27 100 (91,4 %)
- Adhérents : 3 541 (11,4 %)
- Principaux secteurs d'activité :
 - Industrie : 14 200
 - Services : 12 900
 - Commerce : 6 000
 - Textile : 1 000



■ Haute-Garonne : urgence emploi !!!



Population	1990	1999
	926 000	1 046 000

Emploi salarié	Total		Industrie		Services	
	1995	1997	1995	1997	1995	1997
	352300	364000	16.5 %	16.7 %	77.2 %	77.2 %

Chômage	1.1.98	1.12.99

Adhérents CGT	1.1.98	1.12.99
	14003	13343

Notre département a une image brillante. Technologies de pointe, aéronautique, espace, électronique, informatique, tels sont les fers de lance de l'activité économique de la Haute-Garonne. Au point qu'au fil des ans, son profil sociologique même s'en est vu fortement typé. Plus de 40 % des salariés du département sont des ingénieurs, des cadres, des techniciens ou des agents de maîtrise.

Pourtant, cette aura médiatique cache mal une réalité sociale étonnamment dégradée, et qui, dans certains secteurs touche même au sinistre.

La Haute-Garonne c'est en effet le département de Midi-Pyrénées où le chômage est le plus élevé. Les derniers chiffres officiels-

disponibles¹ montre un taux de privation d'emploi de 13.6 %, pour 11.5 % dans la région, et 11.3 % dans le pays. En un an, le nombre de salariés privés d'emploi a augmenté de 4.1 % dans notre département, tandis qu'il progressait de 3 % en Midi-Pyrénées et qu'il baissait, toutes catégories confondues de 1.1 % nationalement. Ce mouvement s'effectue en même temps que s'accroît la précarité, avec une augmentation en un an de 79.4 % des salariés à la recherche d'un emploi en CDD, temporaire, ou saisonnier, travaillant jusqu'à 78 heures par mois, et de 130 %, travaillant plus de 78 heures par mois !

Ce contexte marque bon nombre d'enjeux et de luttes qui se jouent actuellement. La discussion de la

loi Aubry a été traversée "chez nous" par une mobilisation soutenue des cadres, à partir du privé (sur 373 641 salariés haut-garonnais, 249 629 le sont dans le privé²) et aux côtés de secteurs où ouvriers, employés et ICTAM se sont retrouvés au coude à coude dans l'action. De même, comprend-on mieux les flambées de violence soigneusement médiatisées qui embrasent par moments les quartiers les plus déshérités de Toulouse : jusqu'à 30 % de chômage, alors que les entreprises de pointe environnantes suppriment elles-mêmes des postes !

Les propositions sur l'emploi faites par un certain nombre de syndicats CGT dans notre département prennent ainsi toute leur dimension d'engagement pour l'avenir de la Haute-Garonne.



➤ Citons-en deux exemples. Le syndicat CGT d'Aérospatiale-Matra est très fortement impliqué dans la bataille pour l'A3XX. Enjeu : plus de 6 000 emplois à créer ! Le syndicat CGT du Giat propose toute une série de mesures qui, à l'opposé des plans gouvernementaux de déstructurations actuels, pourraient permettre de préserver ou de créer plusieurs centaines de postes (voir ci-contre article concernant le Giat).

De quelque côté qu'on prenne les problèmes, que l'on soit fonctionnaire, salarié des services publics, ou dans le privé, que l'on soit ingénieur à Matra, ou ouvrier à la cellulose, que l'on soit jeune à la recherche d'un premier travail, ou sur le point de partir à la retraite, toutes les préoccupations tournent autour de cette urgence : créer des emplois, de vrais emplois, statutaires, à durée indéterminée...

Dans cette bataille de longue haleine, la CGT prendra toute sa place et toutes ses responsabilités ! ■

Jésus Rubio
Secrétaire général UD 31

1 Le point sur l'emploi en Midi-Pyrénées - n° 99-58 - 20 oct. 99.
 2 Idem.

Giat Toulouse

Dans une lettre adressée au Préfet de la Haute-Garonne, le syndicat CGT du Giat interpelle le représentant du Gouvernement à propos de la tenue du Comité de site du 6 décembre 1999. Rappelons que ce Comité de site a été mis en place dans le cadre des restructurations en cours au Giat mais joue en réalité le rôle d'une chambre d'enregistrement des suppressions d'effectifs. A l'opposé, le syndicat CGT lors du Comité de site préconise :

- ♦ Que soit chiffré le nombre d'emplois qui serait dégagé d'une réduction du temps de travail à 32 heures. Le syndicat CGT indique qu'une trentaine d'emplois pourraient être préservés, dans un contexte où l'on annonce des "sureffectifs".
- ♦ Que soit mise à l'étude l'anticipation d'une partie de la commande du Leclerc EMAT
- ♦ Que le Comité de site examine la part de la sous-traitance, dans le cadre du développement de l'aéronautique, qui pourrait revenir au Giat dans le cadre de ses compétences ! ■

Nous ne laisserons pas faire

EXTRAITS APPEL COMITÉ GÉNÉRAL UD 31

Les délégués réunis à l'occasion du Comité général de l'UD CGT de Haute-Garonne du 16 décembre 1999 condamnent avec fermeté les méthodes employées et les procédés inadmissibles (perquisitions à domicile, interrogatoire et gardes à vue) à l'encontre de trois militants CGT de l'Aérospatiale Matra dont le secrétaire du syndicat CGT de Toulouse Georges DAOUT. .../...

Les motifs qui ont provoqué une telle situation seraient liés à la divulgation d'éléments financiers et économiques à l'occasion d'un CCE.

Il s'agit en fait d'une pression et d'une intimidation pour contraindre la CGT à garder le silence sur les mesures touchant à la vie du groupe, au travers des fusions restructurations et suppressions d'emplois qui affectent

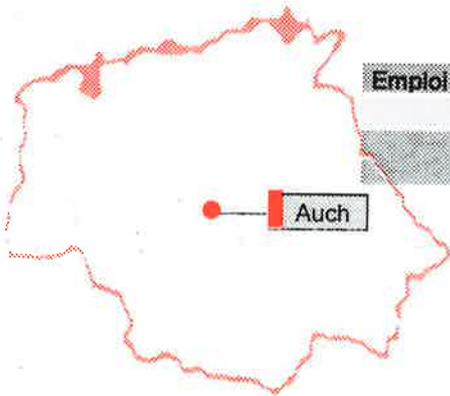
l'Aérospatiale Matra actuellement. C'est aussi dans la période où 300 salariés de ce groupe ont décidé avec la CGT de porter devant les prud'hommes pour discriminations syndicales. .../...

C'est au moment où se développent des luttes importantes autour des 35 heures, des garanties collectives, que le MEDEF est de plus en plus agressif, arrogant, revanchard, en combattant tout progrès social, en menaçant de quitter les organismes sociaux, en s'opposant avec force à la loi des 35 heures.

Dans cette période, la CGT invite tous les salariés à débattre, à décider des formes d'actions pour leurs revendications et à s'inscrire dans les initiatives sur les libertés que proposera la CGT courant janvier. ■



■ Gers : développement économique et ruralité



Population	1990	1999
	171 900	174 600

Emploi salarié	Total		Industrie		Services	
	1995	1997	1995	1997	1995	1997
	43400	45100	14 %	14 %	75.7 %	74.8 %

Chômage	1.1.98	1.12.99

Adhérents CGT	1.1.98	1.12.99
	1710	1401

Le développement du territoire

Si l'on observe depuis deux ans, une progression de l'emploi salarié dans le Gers et une augmentation considérable de l'emploi précaire, notamment dans les services, il est à noter que les politiques mises en œuvre en matière d'aménagement du territoire consacrent de plus en plus de graves ruptures entre le rural et l'urbain.

Département essentiellement agricole, le Gers, en dix ans, a perdu plus de 10 000 agriculteurs et 10 % de salariés agricoles permanents, 519 emplois dans l'industrie, 2 435 dans le bâtiment-construction, 1 637 emplois statutaires publics. Partant de cette réalité, c'est quoi

l'aménagement du territoire et pour quoi faire ?

Telles sont les questions posées, les réponses supposant des choix différents et des propositions alternatives qui doivent être prises en compte à partir de nos atouts, des besoins sociaux et industriels, des besoins des populations et plaçant L'EMPLOI au centre.

L'agriculture et les industries agro-alimentaires

Les réponses successives de la PAC et les accords du GATT amplifient les problèmes.

Sous le prétexte de la liberté des échanges, qui n'est en fait que la liberté du plus fort sur le plus

faible, on a diminué la production d'oléagineux, on a refusé de construire une usine de transformation de ces oléagineux on a découpé le cheptel des vaches allaitantes et ainsi, la laiterie de Villecontal importe le lait des Pyrénées Atlantiques et d'Espagne ! Le foie gras, transformé par les Ducs de Gascogne et la Comtesse du Barry est importé de Hongrie.

Or, la question agricole et alimentaire est un enjeu décisif pour l'avenir de l'humanité. L'agriculture est aussi un fauteuil essentiel du maintien des équilibres écologiques planétaires. C'est surtout un élément prépondérant d'un aménagement harmonieux du territoire.



Les services publics

Élément fondamental de la solidarité nationale, les services publics sont un atout majeur du développement du territoire.

Le service public, toute notre histoire le montre, est porteur d'égalité pour les citoyens, pour les régions, pour les villes et les communes, pour les particuliers et les entreprises.

Il est décisif pour le maillage industriel, notamment les PME/PMI.

Les PTT, par exemple, ont été sortis de la Fonction publique : les conséquences en sont multiples.

La Poste tente de fermer des bureaux de poste, organise un service à plusieurs vitesses, et généralise la sous-traitance à des opérateurs privés.

France Telecom, avec son statut d'entreprise commerciale banalisée, ne vise que la rentabilité financière. Les conséquences en sont là aussi désastreuses : transfert des activités vers les Pyrénées Atlantiques et vers des opérateurs privés, recul des effectifs.

Le cas d'EDF est aussi significatif de la déréglementation des services publics mise en œuvre au nom de l'Europe : remise en cause de la péréquation tarifaire entre différents types d'utilisateurs notamment...

Concernant les services de santé, sont prévues des dizaines et des dizaines de suppressions de lit, des fermetures de service : dans le Gers, il devrait rester, à l'horizon

2002, une seule maternité ! Combien de kilomètres à parcourir pour accoucher ?

L'aménagement du territoire a également besoin d'un service public de transport.



Manifestation du 10 avril 1997
Auch, lors de la venue de Juppe

Actuellement, nous assistons à une expansion continue et perverse du transport routier, au détriment des autres modes de transport.

La SNCF elle-même participe à cette progression du "tout camion", en organisant le transport rail-route sur son propre trafic.

Le réseau routier est financé par les crédits publics, alors que la SNCF finance ses infrastructures.

Elle a donc été amenée à délaisser des lignes de transport voyageurs et marchandises. Ainsi, la fermeture depuis de nombreuses années de la ligne voyageurs AUCH

AGEN, contribue à l'enclavement du département ; celle du transport marchandises participe de fait, à accentuer la sécurité des usagers de la RN 21, dont on attend depuis des années, son réaménagement en deux fois deux voies.

Heureusement les luttes des salariés, bien souvent avec les usagers, qu'ils soient de Villecontal, Prolainat, de la santé, des PTT, de l'énergie, ont permis et permettent de porter des coups d'arrêts aux décisions qui sont prises.

Toutes portent l'urgente nécessité de défendre, valoriser, assurer la pérennité et le développement de nos atouts industriels et des services publics. ■

Gisèle Bergès
Secrétaire générale UD 32

■ Attention : un bogue¹ peut en cacher un autre...

Depuis maintenant près de deux mois, un mouvement social sans précédent se développe dans le secteur informatique, plus particulièrement dans la région sud-ouest. Peu habitués à cesser le travail et à battre le pavé, les informaticiens, forte proportion d'ingénieurs, cadres et techniciens, jettent leur souris et leur clavier, quittent leur écran et leur bureau et se mobilisent fortement pour une réelle réduction du temps de travail créatrice d'emploi.

Le 23 juin 1999, la CFE/CGC et la CFDT poignardent des milliers de salariés dans le dos en signant un accord de branche scandaleux, accord qui n'est que l'avalisation des revendications patronales les plus osées. Flexibilité, annualisation, non paiement des heures supplémentaires, épargne-temps en sont les principaux fondements. La CGT, FO, la CFTC mais également de nombreuses bases CFDT vont réagir vivement contre cet accord qui ne répond en rien aux aspirations des salariés en matière de RTT et, qui plus est, se trouve être totalement hors sujet en matière de création d'emplois.

Durant l'été, une pétition -2 000 signatures- et des lettres de protestation sont envoyées au ministère du travail. Le 30 septembre 1999, lors de la première réunion de demande d'extension de l'accord, 19 informaticiens se rassemblent à

la préfecture de TOULOUSE pour protester. Le 14 octobre, plus de 50 % des salariés de GFI TOULOUSE se met en grève. Le 22 octobre, 400 informaticiens se rassemblent à CAP-GEMINI. Les salariés de STERIA et de CAP se mettent en grève dans l'après-midi. Le 9 novembre, un millier d'informaticiens dans les rues de TOULOUSE; le 26 novembre nous sommes près de 1500 à défiler et nous terminons par une AG mémorable à la bourse du travail. Des grèves éclatent à CS-SI (une semaine) et STERIA (5 jours) pour faire pression sur les négociations dans leurs entreprises. Enfin, le 16 décembre, près de 1 000 informaticiens, la plupart en grève, envahissent et tagguent les locaux du MEDEF ; une délégation est alors reçue par le président du MEDEF 31 ; puis, 300 à 400 informaticiens manifestent de nouveau dans les rues de TOULOUSE, et sont reçus par le chef de cabinet de Martin MALVY, Président du Conseil Régional.

Ces conflits s'observent un peu partout en France, mais prennent des proportions beaucoup plus importantes dans notre région -il y a 3000 salariés dans le secteur à TOULOUSE- et notamment à TOULOUSE, PAU et, dans une moindre mesure, BORDEAUX. A TOULOUSE,

le travail mené depuis 1991 par le forum des informaticiens CGT a certainement apporté beaucoup dans la mise en place de ce mouvement.

Les actions sont loin d'être terminées, et vont probablement se radicaliser durant le mois de Janvier 2000. **Les luttes ont empêché jusqu'à présent l'extension de l'accord, mais n'empêchent toujours pas le patronat de proposer des accords inacceptables dans les SSIL. Une coordination intersyndicale CFDT, CGT, FO et non syndiqués est née à TOULOUSE.** Elle s'organise de mieux en mieux, construit une plate-forme commune de revendications et tente de coordonner le mouvement pour lui donner plus d'efficacité. Les salariés sont déterminés et ont fait leur le slogan :

**TRAVAILLER MOINS
POUR TRAVAILLER
TOUS ET VIVRE
MIEUX.**

Le bogue technique de l'an 2000 est corrigé, il est temps de s'attaquer à la correction du bogue social. ■

**Forum des informaticiens
CGT 31**

¹ Francisation de BUG (Insecte ou Erreur dans un programme informatique).

■ Avis sur les orientations budgétaires 2000

L'avis de cette année fait une place plus importante à la conjoncture économique et sociale que sur celui de l'an passé et nous souhaitons comme nombre d'autres conseillers, que notre assemblée approfondisse à l'avenir sa réflexion originale et indispensable dans ce domaine. Certes la croissance, dont il est beaucoup question ces jours-ci, n'entretient pas les mêmes rapports avec le budget régional qu'avec le budget de l'État ; mais le fait que la progression du revenu disponible des ménages soit le moteur essentiel de cette croissance par ailleurs génératrice d'emplois précaires et de flexibilité n'est pas sans effet sur les besoins des Midi-Pyrénéens au regard des compétences du Conseil Régional.

La caractéristique principale des orientations budgétaires 2000 est effectivement la mise en œuvre du contrat de plan État-Région, lequel contredit dans les faits l'engagement sur le "nécessaire recentrage" sur les blocs de compétences spécifiques : que ce soit dans le domaine des routes (1er poste du contrat de plan État-Région) ou de l'université par exemple le Conseil régional paye à la place de l'État et semble-t-il pour une part croissante (50 % ?).

Nous déplorons en même temps des faiblesses importantes dans les domaines propres de la Région :

- La volonté affichée de rechercher une croissance plus riche en emplois est à prendre au positif mais elle ne porte pas l'objectif des emplois stables et correctement rémunérés pour une croissance durable, alors que la

part des salaires dans le PIB est à peine stabilisée après quinze ans de chute conséquente. La Région doit se mobiliser pour le but réaliste du plein emploi et non pas pour l'objectif (non-avoué en France) d'un taux de chômage souhaitable de 5 % à 9 %. Les luttes actuelles des salariés pour la réduction du temps de travail les salaires, la protection sociale, et celles des privés d'emplois pour les minima sociaux confirment les immenses besoins mais aussi les perspectives de croissance dont leur satisfaction serait porteuse. On ne peut oublier que les restos du cœur qui ont servi l'an dernier 60 millions de repas ont réouvert il y a quelques jours, tandis que la bourse stérilise des masses financières pharaoniques au service exclusif de la logique des profits financiers.

- Par ailleurs Conseil régional s'interdit encore d'intervenir sur les choix des grands groupes présents en Midi-Pyrénées et dont les décisions influencent fortement le développement économique et l'aménagement de l'espace régional (exemples à citer) ; les actions en direction des seules PME/PMI ne font pas le compte. L'échec du sommet de l'OMC à SEATTLE vient d'affirmer auprès des décideurs politiques l'exigence des salariés de la planète, dont de nombreux syndicats participaient aux manifestations, le refus que les grands groupes imposent leurs choix économiques et commerciaux au mépris des femmes et des hommes.

- L'évaluation des politiques engagées et le contrôle de l'utilisation des fonds publics est totalement absente

des axes annoncés.

- La construction de lycées dont le besoin est exprimé avec force depuis plusieurs années par les familles les élus locaux, et les acteurs socioprofessionnels, reste étonnamment absente des orientations annoncées qui se bornent à la rénovation, certes nécessaire, mais insuffisante pour améliorer les conditions de vie et de transport des lycéens.

- Recettes et fiscalité : après une année où l'emprunt non seulement n'a pas été mobilisé mais a été remboursé par anticipation ce qui marque une période où les recettes fiscales ont été élevées, le Conseil Régional entend accentuer encore la pression fiscale qui, on le sait, pèse notamment sur les ménages les plus démunis et tourne ainsi le dos à l'objectif de cohésion sociale. De cette manière les salariés, dont la population a fortement crû ces derniers temps dans notre région, vont-ils devoir payer encore plus pour des investissements que l'État n'a pas fait dans le passé et pour lesquels il perçoit des impôts nationaux. Notons que cette stratégie de l'État, dans laquelle la Région se laisse enfermer, pèsera très lourd à terme sur les finances locales puisque l'augmentation des taux proposée dans les orientations budgétaires vise à constituer un capital pour emprunter par la suite. C'est pourquoi nous nous prononçons contre cette dérive de la fiscalité qui est socialement injuste et économiquement inefficace.

Pierre Alexandre

Membre du groupe CGT au CESR

Elections santé

	Inscrits		CGT		Evolution CFDT		FO		CFTC		CGC
	en nb	en %	en nb	en %	96/99 en nb	en %	en nb	en %	en nb	en %	en nb
Ariège	1996 1672	1227	674	54,93			553	45,06			
	1999 1771	1293	732	56,61	1,07%		546	42,22			
Aveyron	1996 2737	2113	377	17,8		776	36,7	772	36,5		
	1999 2836	2141	388	17,9	0,10%	754	34,8	750	34,6		
Haute-Garonne	1996 11149	6536	2838	43,42		841	12,87	1567	23,97		282
	1999 11190	6195	2987	48,21	4,79%	1073	17,32	1405	22,68	110	1,78
Gers	1996 2238	1627	850	52,24		390	23,97	387	23,79		
	1999 2227	1755	980	55,84	3,80%	423	24,1	352	20,06		
Lot	1996 1535	1113	726	65,22				212	19,04		
	1999 1551	1107	559	50,49	-14,73%	226	20,41	257	22,67		
Hautes-Pyrénées	1996 3756	2712	1233	45,46		762	28,1	419	15,45		
	1999 3737	2714	1285	47,35	1,89%	867	31,95	533	19,64		
Tarn	1996 2976	2232	425	19,04		667	29,88	874	39,16		
	1999 3017	2294	601	26,2	7,16%	809	35,26	658	28,68		
Tarn & Garonne	1996 1920	1568	864	55,1		224	14,3	480	30,6		
	1999 1916	1513	802	53	-2%	233	15,4	408	27		
TOTAUX 1996	27983	19128	3660	41,75		3660	19,13	5264	27,51		282
TOTAUX 1999	28245	19012	8334	43,83		4385	23,06	4909	25,82	110	16

Les salariés et la population de Mazamet à Labastide Rouairoux ont été durement touchés par les inondations qui viennent d'avoir lieu.

600 à 1000 emplois sont directement menacés devant l'ampleur des dommages dus à ce drame, la solidarité est urgente. La CGT a immédiatement engagé ses forces sur le lieu de la catastrophe. Pour sa part, l'UD du Tarn a notamment déclaré : *Il s'agit d'une véritable catastrophe naturelle qui doit être reconnue comme telle.*

Toutes les mesures administratives et financières permettant de soulager les difficultés des populations doivent être prises par les pouvoirs publics.

Ce qui implique :

- ♦ Qu'aucun licenciement ou perte de salaire pour les salariés sinistrés ne soient autorisés.

- ♦ L'exonération fiscale 1999 (revenus, taxe d'habitation...).

- ♦ Des décisions bancaires afin d'autoriser des prêts, des découverts sans intérêts, la suspension des remboursements d'emprunts.

- ♦ L'arrêt des restructuration dans les services publics DDE, EDF/GDF, santé, Poste, Télécom.

D'ores et déjà, l'Union départementale CGT du Tarn lance un appel à la solidarité pour aider les sinistrés.

41700 Francs ont déjà été collectés. Vous pouvez renforcer l'élan de solidarité en adressant vos dons directement à l'UD du Tarn. ■

Accords RTT

995 accords de RTT ont été signés en Midi-Pyrénées fin novembre 1999 et concernent 1025 entreprises.

Ils concernent 52924 salariés et ont permis de créer ou de maintenir : 4753.

La CGT a signé 236 accords

La CFDT a signé 466 accords

La FO a signé 186 accords

La CGC a signé 53 accords

La CFTC a signé 112 accords. ■

Solidarité Tarn

TOURISME LOISIRS CULTURE MIDI-PYRÉNÉES

3. Rue Merly - 31000 TOULOUSE - Tél. 05 61 29 83 29 - Fax : 05 61 23 88 34
du lundi au samedi de 10h00 à 12h00 et de 13h00 à 18h00

VOTRE ASSOCIATION DE TOURISME SOCIAL

VILLAGES VACANCES

- Plus de 17 destinations
- Hiver-été
- A la montagne - En bord de mer

Location vacances

- Plus de 130 destination
- Hiver-été
- Les Pyrénées - Les Alpes
- La Méditerranée
- La côte ouest - Le tourisme vert

La Carte Loisirs, c'est aussi...

- Des réductions sur les remontées mécaniques dans plus de 160 stations des Pyrénées et des Alpes
- Une assurance
- Des sorties ski
- Des weeks-ends ski
- Des weeks-ends culturels
- Des weeks-ends loisirs

Nouveau
La billetterie
à tarif réduit
cinémas
Festivals
Concerts
Théâtres
Musées